

DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 16
Summer
2002
Copy 1

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029497 6

Canada Regard sur le monde

NUMÉRO 16 • ÉTÉ 2002

Le Canada accueille le 28^e Sommet du G8

La priorité :
le Plan d'action
pour l'Afrique



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada

**Au sujet de
Canada —
Regard sur le monde**

Canada — *Regard sur le monde* est un trimestriel publié en français et en anglais, qui fournit un aperçu des questions de politique étrangère dans une perspective canadienne sur les dernières initiatives et contributions du Canada dans les affaires internationales.

Suzanne Lalonde-Gaëtan
Rédactrice en chef

Julia Gualtieri
Rédactrice associée

**Pour communiquer avec
Canada —
Regard sur le monde :**

Canada — *Regard sur le monde*
Ministère des Affaires étrangères et
du Commerce international
125, promenade Sussex, BCS, C2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Courriel : rsm-cwv@dfait-maeci.gc.ca

Pour recevoir des exemplaires
gratuits de notre magazine et d'autres
publications du MAECI, ou pour
indiquer un changement d'adresse :

Services de renseignements (SXCI)
Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international
125, promenade Sussex, B-2
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Téléphone (sans frais) :
1 800 267-8376
ou (613) 944-4000
Télécopieur : (613) 996-9709
Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Canada — *Regard sur le monde*
est également disponible à
www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine

Notre couverture

Le 1^{er} décembre 2001, Journée mondiale du sida, un garçon passe devant une murale sur le sida ornant un édifice du gouvernement à Maputo, au Mozambique. Plus des deux tiers des 40 millions de personnes infectées par le VIH/sida dans le monde vivent en Afrique. L'ONUSIDA et l'OMS estiment que 3 millions d'adultes et d'enfants sont morts du VIH/sida en 2001, dont 2,3 millions en Afrique subsaharienne.

Au Sommet du G8 2001, à Gênes, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria a été créé. À ce jour, la communauté internationale y a versé près de 2 milliards de dollars.

Photo : Associated Press AP

ISSN 1491-4573

Postes Canada, n° de convention 40064047



Le premier ministre Jean Chrétien salue des villageois à Bamishi, près d'Abuja, au Nigéria, au cours de sa tournée de six pays africains en avril 2002.

DANS CE NUMÉRO

Aperçu

Message du premier ministre
Jean Chrétien3

Calendrier4

Préparer le terrain

Solide comme un roc — Les mon-
tagnes Rocheuses canadiennes, toile
de fond du Sommet du G8 de
Kananaskis5

Nouveau Partenariat pour
l'Afrique7

Kananaskis protégera ses forêts
et ses bois8

La tournée africaine du premier
ministre Jean Chrétien avant le
G8, en avril 200210

Nouvelles orientations

Un avenir meilleur pour le
dernier territoire mondial encore
inexploité12



Deux garçons au Burkina Faso

Démarginaliser l'Afrique

Transformer la vie des Africains ..15

Culture

Visions et résonances africaines
au Canada20

Le courage d'être —
le chœur d'enfants DAREarts23

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE JEAN CHRÉTIEN

Durant deux jours cet été, le monde aura les yeux tournés vers Kananaskis, en Alberta, où le Canada accueillera avec fierté le 28^e Sommet du G8.

Les 26 et 27 juin 2002, je serai l'hôte des dirigeants de l'Allemagne, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et de la Russie, ainsi que du président de la Commission européenne et du président du gouvernement d'Espagne, qui représenteront l'Union européenne.

Kananaskis est situé dans les splendides contreforts des montagnes Rocheuses canadiennes, site idéal pour la réunion dense et pratique que mes partenaires du G8 et moi-même souhaitons.

Le Canada a déjà accueilli trois sommets du G8, mais celui de 2002 sera le premier à avoir lieu dans l'Ouest canadien. Ce sera une excellente occasion de mettre en valeur l'énergie, le dynamisme et la beauté de l'Alberta ainsi que le tempérament chaleureux des Albertains.

L'ordre du jour sera intense et détaillé. Nous allons discuter de moyens de renforcer la croissance économique mondiale et de lutter contre le terrorisme, et, surtout, d'un sujet qui me tient particulièrement à cœur : la coopération du G8 avec les pays africains pour le renforcement de la gouvernance, de la paix et de la sécurité, de l'éducation et de la santé, ainsi que de la croissance économique durable sur leur continent.

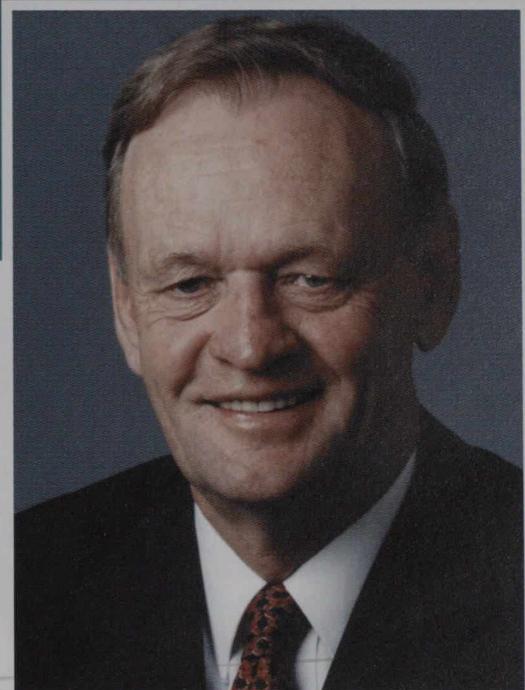
À ce sommet, nous adopterons un Plan d'action pour l'Afrique, qui répond au Nouveau Partenariat pour le

développement de l'Afrique, une initiative ambitieuse conçue par certains des dirigeants les plus progressistes de l'Afrique pour démarginaliser ce continent par rapport à la mondialisation. Les dirigeants du G8 ont souscrit avec enthousiasme à ce document visionnaire lors de leur sommet de 2001 à Gênes. Le Plan d'action du G8 vise à définir une nouvelle façon de coopérer avec l'Afrique sur la base d'obligations et de responsabilités mutuelles, et de la prise en charge du processus de développement par les Africains.

Les autres dossiers que nous chercherons à faire avancer en 2002 sont la réduction de la pauvreté dans le monde, la promotion de l'éducation primaire universelle, le ralentissement de la propagation du VIH/sida, et le comblement du fossé numérique.

C'est toute une année de travail de préparation qui culminera à Kananaskis, où nous ferons le bilan de nos réalisations et arrêterons nos projets pour l'avenir. Au terme du sommet, une brève déclaration du président (plutôt qu'un long communiqué négocié) rendra compte des discussions des dirigeants.

Je vous encourage à vous renseigner davantage sur ce que fait le Canada en 2002 pour organiser le processus du G8 et accueillir le sommet de Kananaskis, en visitant le site www.g8.gc.ca. 🌟



Le premier ministre
Jean Chrétien.

SIÈGES DES SOMMETS

- 1975 – Rambouillet, France
- 1976 – San Juan, Puerto Rico, États-Unis
- 1977 – Londres, Royaume-Uni
- 1978 – Bonn, Allemagne
- 1979 – Tokyo, Japon
- 1980 – Venise, Italie
- 1981 – Ottawa, Ontario, Canada
- 1982 – Versailles, France
- 1983 – Williamsburg, États-Unis
- 1984 – Londres, Royaume-Uni
- 1985 – Bonn, Allemagne
- 1986 – Tokyo, Japon
- 1987 – Venise, Italie
- 1988 – Toronto, Ontario, Canada
- 1989 – Paris, France
- 1990 – Houston, États-Unis
- 1991 – Londres, Royaume-Uni
- 1992 – Munich, Allemagne
- 1993 – Tokyo, Japon
- 1994 – Naples, Italie
- 1995 – Halifax, Nouvelle-Écosse, Canada
- 1996 – Lyon, France
- 1997 – Denver, États-Unis
- 1998 – Birmingham, Royaume-Uni
- 1999 – Cologne, Allemagne
- 2000 – Okinawa, Japon
- 2001 – Gênes, Italie
- 2002 – Kananaskis, Alberta, Canada

CALENDRIER

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

JUIN

Du 3 au 7 juin

Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew, dirige une mission commerciale au Mexique (à Mexico et à Monterrey)

Les 12 et 13 juin

Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8
Whistler (Colombie-Britannique)

Les 14 et 15 juin

Réunion des ministres des Finances du G7
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Le 17 juin

Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse

Le 20 juin

Journée mondiale des réfugiés

Les 26 et 27 juin

Sommet du G8
Kananaskis (Alberta)

JUILLET

Le 1^{er} juillet

Fête du Canada

Du 7 au 12 juillet

XIV^e Conférence internationale sur le sida
Barcelone (Espagne)

AOÛT

Le 9 août

Journée internationale des populations autochtones

Le 12 août

Journée internationale de la jeunesse

Du 26 août au 4 septembre

Sommet mondial sur le développement durable
Johannesburg (Afrique du Sud)

SEPTEMBRE

Les 7 et 8 septembre

Réunion des ministres des Finances de l'APEC
Los Cabos (Mexique)

Le 8 septembre

Journée internationale de l'alphabétisation

Le 10 septembre

Journée internationale de la paix
Ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies
New York (États-Unis)

Du 16 au 20 septembre

IV^e Conférence des États parties à la Convention d'Ottawa
Genève (Suisse)

OCTOBRE

Le 16 octobre

Journée mondiale de l'alimentation

Du 18 au 20 octobre

Sommet de la francophonie
Beyrouth (Liban)

CULTURE ET ÉTUDES CANADIENNES

JUILLET

Du 12 au 21 juillet

Great Northern Arts Festival
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest)

AOÛT

Du 8 au 11 août

Conférence de l'Association nordique d'études canadiennes
Stockholm (Suède)

Du 22 août au 2 septembre

Festival des films du monde de Montréal
Montréal (Québec)

SEPTEMBRE

Du 5 au 14 septembre

Festival international du film de Toronto
Toronto (Ontario)

Du 14 au 22 septembre

Festival du film de l'Atlantique
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Du 26 septembre au 11 octobre

Festival international du film de Vancouver
Vancouver (Colombie-Britannique)

Du 26 au 30 septembre

Art Forum Berlin
Berlin (Allemagne)

Du 26 septembre au 3 novembre

Biennale de Montréal
Montréal (Québec)

Foire internationale d'art contemporain (FIAC)
Paris (France)

OCTOBRE

Du 9 au 14 octobre

Foire du livre de Francfort
Francfort (Allemagne)

Du 10 au 20 octobre

Festival international du nouveau cinéma et des nouveaux médias de Montréal
Montréal (Québec)

SOLIDE COMME UN ROC

Les montagnes Rocheuses canadiennes, toile de fond du Sommet du G8 de Kananaskis

En juin, le Canada accueillera les présidents et les premiers ministres des grands pays industrialisés du monde — Allemagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Russie — ainsi que de la Commission européenne et de l'Espagne, pays qui assume actuellement la présidence du Conseil européen.

Sis au sud-ouest de Calgary, au pied des montagnes Rocheuses canadiennes et site idyllique s'il en est, Kananaskis, en Alberta, est l'une des merveilles naturelles du Canada : région au paysage spectaculaire, elle offre plusieurs parcs provinciaux et est réputée pour ses rivières et ses lacs cristallins.

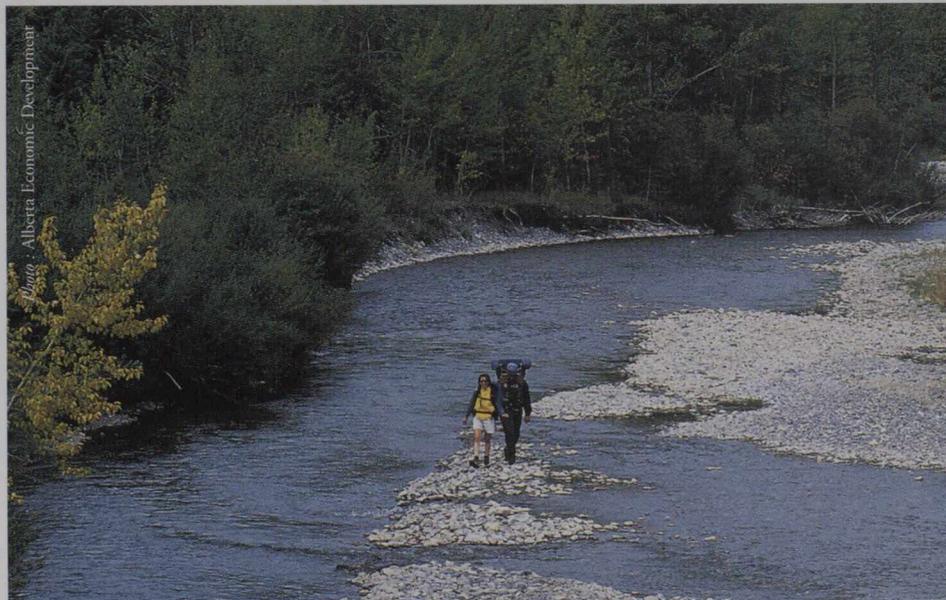
En sa qualité de président du G8 cette année, le Canada a choisi ce lieu pittoresque pour accueillir un sommet dont les caractéristiques sont uniques. Bien que le Canada ait déjà accueilli des Sommets du G7 et du G8 à Ottawa (1981), à Toronto (1988) et à Halifax (1995), le Sommet de cette année est le premier à se tenir dans l'Ouest canadien.

« Le mot sommet tend à évoquer soit des images de grande pompe et de cérémonie ou, plus récemment, de violents affrontements dans la rue entre manifestants et policiers, souligne Robert Fowler, ambassadeur du Canada en Italie, représentant personnel du premier ministre pour l'Afrique et haut responsable canadien chargé de préparer le Sommet de Kananaskis. C'est pour cette raison que le premier ministre m'a demandé, avec l'accord de ses collègues du G8, de préparer un sommet différent, et non pas simplement un sommet préparé différemment. Un sommet de type retraite, qui soit ciblé et significatif et non pas axé sur la forme. Voilà les instructions qui m'ont été données pour le Sommet de Kananaskis. »

Informel. Ciblé. Significatif. Ce seront là les caractéristiques du Sommet de 2002.

Pour que l'ordre du jour soit à la fois ciblé et aéré, les dirigeants s'attaqueront à trois grands défis mondiaux : renforcer la croissance économique mondiale, créer un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et lutter contre le terrorisme international.

Parmi ces trois thèmes, la création d'un nouveau partenariat pour l'Afrique sera le principal sujet de discussion. Il s'agit là d'une question qui tient à cœur au premier



Randonnée pédestre au pied des Rocheuses canadiennes dans la région de Kananaskis, en Alberta.

ministre Chrétien, doyen du groupe et personnellement déterminé à mettre fin à la marginalisation économique de l'Afrique. En avril, pendant dix jours, il s'est rendu dans six pays africains afin d'arrêter avec les gouvernements de ces pays un plan de travail en vue d'édifier une paix et une sécurité durables, de renforcer la gouvernance démocratique, d'aborder les problèmes de santé et d'éducation, ainsi que de libéraliser le commerce et l'investissement.

« La pauvreté est la pire forme de violence, a-t-il affirmé devant une assemblée du Forum économique mondial à New York en février, citant l'illustre pacifiste indien Mahatma Gandhi. Cette observation vaut particulièrement pour l'Afrique. La situation dans l'ensemble du continent est difficile, et va en empirant. »

En tant que président du G8, le Canada dirige l'élaboration du Plan d'action du G8 pour l'Afrique [voir page 7], qui trouve ses origines dans la réunion tenue l'an dernier à Gênes, en Italie. À l'initiative du premier ministre Chrétien, les dirigeants du G8 réunis à Gênes ont décidé d'élaborer un « Plan d'action concret » à l'appui de la Nouvelle Initiative africaine, appelée aujourd'hui le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA). Le Plan d'action du G8 visera à assurer la coopération avec les gouvernements africains qui se sont engagés à appliquer les principes du NPDA, c'est-à-dire ceux qui sont déterminés à travailler avec leurs citoyens et en leur nom pour construire une paix et une sécurité durables, renforcer la gouvernance démocratique, régler les crises dans le domaine de la santé et de l'éducation, ainsi que libéraliser le commerce et l'investissement.

« C'est une vision fondée sur la liberté et la démocratie, et sur le principe selon lequel la réalisation de progrès en Afrique repose, d'abord et avant tout, sur les Africains », a déclaré M. Chrétien en décrivant le Plan d'action aux délégués au Forum.

Si l'Afrique occupera le devant de la scène au G8, elle ne sera pas pour autant le seul thème de discussion.

Tandis que le Canada, l'Europe et les États-Unis sortent prudemment de l'une des récessions économiques les moins sévères de l'après-guerre et que le Japon est toujours aux prises avec le plus grave ralentissement qu'il ait jamais connu, les dirigeants se concentreront aussi sur le renforcement de la croissance économique dans leur propre pays et dans le monde en général. Les pays du G8 sont le moteur de la croissance mondiale, représentant en effet près de la

moitié (48 p. 100) de la production économique mondiale. Néanmoins, les dirigeants se pencheront sur la question de savoir comment faire en sorte que l'autre moitié du monde soit viable, et qu'aucune région ne soit exclue.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales, qui se rencontreront à Halifax, en Nouvelle-Écosse, les 14 et 15 juillet, auront beaucoup à contribuer à cet effort. À l'instar de leurs homologues de la Justice et de l'Intérieur, de l'Énergie, du Travail, de l'Environnement et des Affaires étrangères, les ministres des Finances se réunissent avant les sommets du G8 dans le cadre d'un processus d'élaboration des politiques de large portée afin de soutenir les travaux de leurs dirigeants. Outre ces importantes réunions, des consultations sont tenues par l'entremise d'organes tels que le Fonds monétaire international et les Nations Unies.

Fait qui n'a rien d'étonnant, le terrorisme figurera aussi à l'ordre du jour du Sommet de Kananaskis. Depuis la fin des années 1970, les réunions du G7 et du G8 ont permis la réalisation de nets progrès dans la lutte contre le terrorisme, servant de catalyste à la négociation de non moins de 12 conventions antiterroristes des Nations Unies. Après les attentats du 11 septembre, les dirigeants du G8 ont demandé à leurs ministres de dresser une liste des mesures précises à prendre, y compris les mécanismes à mettre en place pour enrayer le financement des terroristes, améliorer la sécurité aérienne, contrôler plus rigoureusement les exportations d'armes et renforcer la coopération en matière de sécurité. Bon nombre de ces mesures seront examinées à Kananaskis. 🍁

Photo : Canadian Press CP



Les dirigeants du G8 au Sommet du G8 2001 à Gênes, en Italie, où les dirigeants africains ont proposé pour la première fois la Nouvelle Initiative africaine (devenue depuis le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique). À titre de président du sommet de cette année, le Canada dirige l'élaboration du Plan d'action du G8 pour l'Afrique.

De gauche à droite : Junichiro Koizumi (Japon), Tony Blair (Royaume-Uni), George W. Bush (États-Unis), Jacques Chirac (France), Silvio Berlusconi (Italie), Vladimir Putin (Russie), premier ministre Jean Chrétien, Gerhard Schröder (Allemagne), Guy Verhofstadt (Belgique), Romano Prodi (Commission européenne).

Nouveau Partenariat pour l'Afrique

Un plan conçu par les Africains pour les Africains

Selon un adage du peuple kikuyu, du Kenya, lorsque les éléphants se battent, c'est l'herbe qui en souffre. Ce proverbe de Afrique de l'Est, aurait pu s'appliquer à la guerre froide ou aux nombreux conflits localisés qui ont empêché le développement de l'Afrique et appauvri des millions d'innocents, de la Côte-d'Ivoire à l'île de Zanzibar.

Aujourd'hui, l'Afrique est le seul continent où la pauvreté est à la hausse. Près de la moitié des 673 millions de personnes se trouvant au sud du Sahara ont moins d'un dollar par jour pour vivre. Et sur les 40 millions de personnes infectées par le VIH/sida, plus des deux tiers vivent en Afrique. Manifestement, de nombreux gouvernements donateurs sont frustrés de ce que l'aide au développement consentie à l'Afrique pendant des décennies n'ait pas produit plus de résultats, et sont convaincus qu'une nouvelle approche est nécessaire.

Au Sommet du G8 tenu l'an dernier à Gênes, les dirigeants africains ont présenté la Nouvelle Initiative africaine, appelée aujourd'hui le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA). Conçue par des dirigeants africains progressistes, elle a été entérinée par 53 membres de l'Union Africaine (qui succédera à l'Organisation de l'unité africaine à compter de juillet 2002).

Le NPDA est le premier plan exhaustif pour le développement de l'Afrique, qui trouve son origine en Afrique et qui bénéficie d'appuis partout sur ce continent. Il porte sur l'éducation, la santé, la saine gestion des affaires publiques, les mesures à prendre contre la corruption, l'accès aux marchés, et beaucoup plus encore. Il se concentre en outre sur les pays qui sont disposés à prendre les décisions politiques et économiques nécessaires pour établir des marchés stables permettant d'attirer de nouveaux capitaux privés, pierre angulaire des efforts de développement au XXI^e siècle.

À Gênes, les dirigeants du G8 ont accueilli la Nouvelle Initiative africaine avec enthousiasme. Ils ont décidé d'élaborer un plan d'action concret à l'appui de ses objectifs et ont invité le Canada, en tant que président du G8 en 2002, à en diriger l'élaboration. Depuis le début de l'année, le représentant personnel du premier ministre pour l'Afrique et pour le Sommet de Kananaskis, l'ambassadeur Robert Fowler, rencontre ses homologues du G8 et travaille en étroite collaboration avec des représentants africains afin de déterminer la meilleure façon dont le G8 peut réagir à cette initiative et de cerner les domaines où il peut apporter



Photo : Associated Press AP

Enfants dans un camp de réfugiés dans le centre de la Sierra Leone. Ce pays d'Afrique occidentale a été ravagé par plus de 10 années de guerre, qui ont déplacé des milliers de personnes. Avec ses 17 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, l'Afrique compte la plus forte concentration de personnes déplacées au monde.

une contribution réelle. Les dirigeants du G8 entérineront ce plan lorsqu'ils se réuniront à Kananaskis.

« L'objectif qui sous-tend le Plan d'action du G8 pour l'Afrique n'est pas d'assurer une injection massive de fonds ni de financer les actions des autres, indique l'ambassadeur Fowler. Il consiste plutôt à mettre en place un nouveau partenariat qui permettra de dégager à long terme des fonds publics et privés plus importants. »

Parallèlement, le Canada reconnaît que ce nouveau partenariat exigera des ressources financières et techniques. Ainsi, il a créé, à l'appui du plan d'action, le Fonds canadien pour l'Afrique doté de 500 millions de dollars, somme qui sera décaissée lorsque le plan aura été officiellement adopté par les dirigeants du G8.

Ce fonds ne représente qu'un des éléments faisant partie de la longue tradition d'engagement du Canada à l'égard de l'Afrique. Par ses propres efforts de promotion de la sécurité humaine et de prévention des conflits, outre ceux d'organisations multilatérales auxquelles il appartient, comme les Nations Unies, la Francophonie et le Commonwealth, le Canada relie depuis longtemps le développement de l'Afrique à la mise en place de systèmes judiciaires et de gouvernance équitables. Ce sont là des éléments essentiels garants de paix et de sécurité et, partant, de développement économique. En plus d'avoir créé le Fonds canadien pour l'Afrique, le gouvernement du Canada a récemment effacé environ 1 milliard de dollars de la dette africaine et annoncé qu'il majorerait, pour les quelques années à venir, son aide internationale de 8 p. 100 par année. 🍁

Pour plus d'information sur l'ordre du jour et les préparatifs du Sommet de Kananaskis, visitez www.g8.gc.ca

Pour toute question ou tout commentaire au sujet du Sommet du G8, vous pouvez téléphoner au numéro sans frais 1 888 316-2002 (au Canada et aux États-Unis seulement).

KANANASKIS

PROTÉGERA SES FORÊTS ET SES BOIS

Protéger la beauté naturelle du site du Sommet

Quand on entreprend de réunir des dirigeants du monde dans une région sauvage comme celle de Kananaskis, dans le sud-ouest de l'Alberta, il faut porter une attention particulière aux préoccupations environnementales. C'est pourquoi, dès le début, les organisateurs canadiens du Sommet du G8 ont pris une initiative sans précédent en mettant sur pied une Direction des affaires environnementales pour les conseiller. Au sommet de cette année, la nature sera aussi bien protégée que les dirigeants.

Pourquoi tenir un sommet du G8 dans un endroit aussi éloigné? Pour cette conférence qui se tiendra au Canada pour la première fois en sept ans et dans l'Ouest canadien pour la première fois, le premier ministre voulait un cadre modeste, comme celui d'un lieu de retraite, où

les dirigeants pourraient consacrer le plus de temps possible à des discussions franches et productives.

Cette vision a conduit les organisateurs au village de Kananaskis, station de loisirs en milieu sauvage qui privilégie les activités pédestres. Les Albertains sont très attachés

les décisions concernant le G8, explique M. Leeson, la protection des valeurs naturelles spéciales de Kananaskis sera prioritaire. »

Le recensement de ces valeurs naturelles que Bruce Leeson définit comme « des espèces, des espaces et des moments spéciaux », a été la première tâche que s'est donnée la direction. « Un des volets de notre programme est la compilation de renseignements sur les endroits où il ne faudra pas aller, les moments où il ne faudra pas y aller et les espèces sensibles qu'il faudra éviter. Nous nous concentrons sur les animaux auxquels la présence humaine cause du stress, comme les grizzlis, les couguars, ainsi que les orignaux et les wapitis accompagnés de petits. »

M. Leeson, qui possède 30 années d'expérience comme spécialiste de l'intégrité écologique à Parcs Canada et qui connaît bien la région de Kananaskis, offre des conseils à toutes les autres directions de planification sur chaque espèce et chaque espace recensés.

L'emplacement du périmètre de sécurité, par exemple, et tous les autres dispositifs de sécurité ont été déterminés en tenant compte des espèces, des espaces et des moments sensibles répertoriés par Bruce Leeson et son équipe.

On dispense même une formation aux agents de sécurité pour qu'ils puissent remplir leurs fonctions en perturbant le moins possible l'environnement et en évitant les dangers inhérents aux milieux sauvages.

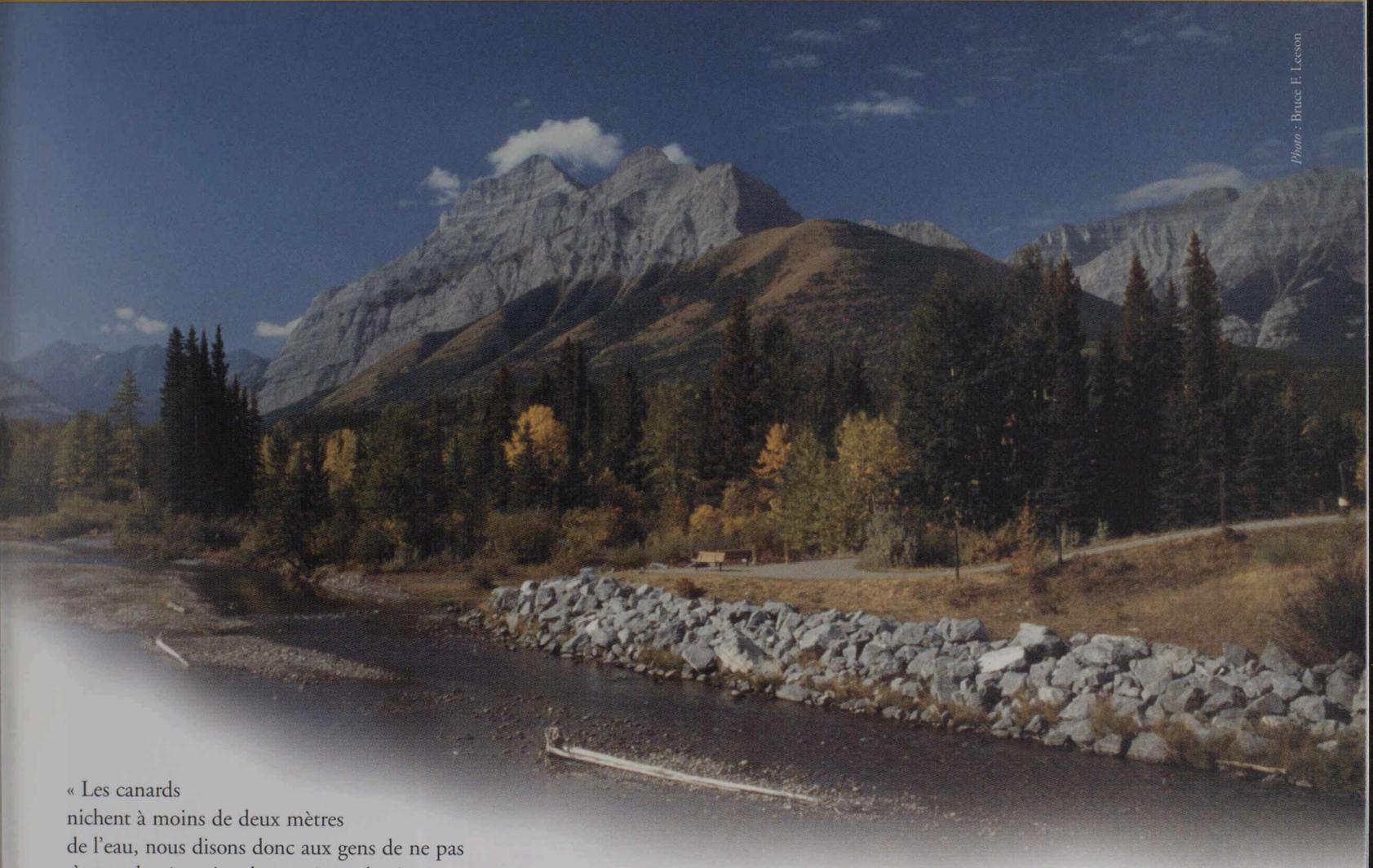
Certains « espaces » seront simplement interdits d'accès au personnel. C'est le cas des zones où poussent des végétaux spéciaux et aussi des habitats fréquentés par des espèces particulières, comme les petits étangs peu profonds qui abritent la salamandre à longs doigts et les berges de la rivière où nicheront les canards arlequins à la fin de juin. Dans le cas des canards, des dérangements répétés risqueraient de provoquer l'échec des couvées.



Le wapiti est une des nombreuses espèces animales qui fréquentent la région de Kananaskis.

à ce coin de pays spectaculaire de 4 000 kilomètres carrés, riche en espèces animales et végétales d'une diversité incroyable.

Le gouvernement s'est donc engagé à prendre des précautions extrêmes pour éviter de nuire à l'environnement. Pour tenir sa promesse, il a commencé par nommer Bruce Leeson à titre de directeur des Affaires environnementales, une première au G8. Et la Direction des affaires environnementales a été investie des mêmes pouvoirs que les autres services de planification du sommet, afin qu'il soit tenu compte de l'environnement dans toutes les décisions. « Dans tous les plans et toutes



« Les canards nichent à moins de deux mètres de l'eau, nous disons donc aux gens de ne pas s'approcher à moins de 10 mètres du rivage. »

À propos des orignaux, M. Leeson suit les déplacements de deux femelles qui attendent des petits pour pouvoir en interdire l'approche à la fin de juin. Des zones d'interdiction de vol ont aussi été délimitées, de sorte que les hélicoptères resteront à bonne distance des chèvres sauvages des Rocheuses et des mouflons qui hantent le pays alpin avec leurs petits.

Par ailleurs, les Stoney Nakoda de la vallée de la Kananaskis ont un riche patrimoine culturel, spirituel et cérémonial auquel la direction est sensible, et c'est pourquoi elle prend grand soin de ne pas déranger ni de ne pas déprécier les valeurs autochtones.

La communication de renseignements au public sur les mesures prises pour protéger l'environnement a toujours été une tâche prioritaire pour les organisateurs du sommet, qui font notamment des exposés dans des écoles et des

centres communautaires, publient des articles dans le bulletin mensuel du G8 et entretiennent un dialogue continu avec un réseau de groupes écologistes locaux et nationaux.

L'approche du Canada au sommet, caractérisée tant par son emplacement que par la prise en considération de l'environnement, est sans précédent dans l'histoire des conférences du G8. Si les endroits éloignés sont privilégiés pour les sommets à venir, l'initiative du Canada pourrait contribuer à protéger l'intégrité environnementale de régions fort éloignées de Kananaskis. 🍁

Mont Kidd, région de Kananaskis, en Alberta.

Pour plus de détails sur le siège du Sommet du G8, visitez www.g8.gc.ca et cliquez sur « Kananaskis ».

La tournée africaine DU PREMIER MINISTRE JEAN CHRÉTIEN AVANT LE G8, EN AVRIL 2002

> Denis Paradis, secrétaire d'État (Amérique latine, Afrique et Francophonie), en compagnie de villageois à Bamishi, près d'Abuja, au Nigéria.

> Le premier ministre est accueilli par une jeune fille au Palais de la Culture d'Alger, en Algérie.

> Danseurs et musiciens traditionnels à Abuja, au Nigéria.

> L'enseignement de l'alphabet arabe au Centre d'accueil pour enfants en situation précaire de Sidi Moussa, à Rabat, au Maroc.

>> Vendeur de balais d'Addis Abeba, en Éthiopie.

>> Cuisine de village à Bamishi, au Nigéria.

>> Le premier ministre visite les salles de formation au Centre national de ressources éducationnelles de Dakar, au Sénégal.



Photos : Serge Fournier



M^{me} Aline Chrétien et la chef Stella Obasanjo aident à administrer un vaccin contre la polio au village de Bamishi, au Nigéria.



<
(De gauche à droite) Les députés Mauril Bélanger, Jean Augustine et Ovid Jackson avec un groupe d'enfants dans le village de Sandafa, en Éthiopie.

<<
Le premier ministre Jean Chrétien, l'ambassadeur Robert Fowler (représentant personnel du premier ministre pour l'Afrique et le G8) (à l'extrême droite) et l'ambassadeur du Canada en Éthiopie, John Schram, présentent des maillots de soccer canadiens à l'équipe de soccer des jeunes Semi-Urban d'Addis Abeba, en Éthiopie.



<<
Hutte de villageois à Bamishi, au Nigéria.

<
Le premier ministre et M^{me} Chrétien reçoivent des cadeaux de représentants du village de Bamishi, près d'Abuja, au Nigéria.



<<
Le premier ministre Jean Chrétien remplit une cruche d'eau sur les lieux du projet d'aménagement de services d'eau et d'égout pour les démunis à Addis Abeba, en Éthiopie.

<
Le premier ministre Jean Chrétien et l'ex-président d'Afrique du Sud Nelson Mandela. (M. Mandela est devenu le deuxième citoyen canadien honoraire en novembre 2001.)



<<
M^{me} Aline Chrétien et M^{me} Patricia Dunberry, épouse de l'ambassadeur du Canada au Maroc (deuxième à gauche) visitent le Centre d'accueil pour enfants en situation précaire de Sidi Moussa, à Rabat, au Maroc.

UN AVENIR MEILLEUR pour le dernier territoire mondial encore inexploité

Bien qu'aux yeux des pays développés, l'Afrique semble tout entière en proie à l'instabilité économique, aux conflits et à la corruption, l'Afrique subsaharienne se classe depuis plusieurs années au premier rang des régions du monde sur le plan de la croissance économique. En fait, elle est l'endroit le plus rentable pour l'investissement étranger. En outre, un certain nombre de gouvernements du sous-continent prennent actuellement des mesures pour améliorer le climat d'affaires dans leur pays, en modifiant leurs lois, en réduisant la corruption, en allégeant les restrictions au commerce et à l'investissement, et en limitant le contrôle des devises.



La fonderie Mozal, coentreprise SNC-Lavalin et Murray & Roberts près de Maputo, au Mozambique.

Le Canada et les autres membres du G8 se sont engagés à répondre à l'appel de l'Afrique, qui réclame davantage d'échanges commerciaux et d'investissement, et à collaborer avec les pays africains pour mettre sur pied un cadre susceptible de faire augmenter l'investissement (tant africain qu'étranger) sur le continent. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), conçu par des dirigeants africains, vise à stimuler le développement économique et à réduire la pauvreté au moyen d'un nouveau partenariat dans les domaines de l'investissement, du commerce et de l'aide au développement. Au Sommet de Kananaskis, les dirigeants du G8 espèrent encourager les gouvernements à mettre en place les politiques et les institutions nécessaires pour

promouvoir une croissance économique soutenue et réduire la marginalisation du continent.

Le NPDA veut encourager la bonne gouvernance économique et politique, la responsabilité et l'évaluation par les pairs dans le cadre d'une vaste stratégie visant à attirer le commerce et l'investissement et à intégrer l'Afrique dans le courant dominant de l'économie mondiale, réduisant ainsi sa dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Tout cela devrait créer de nouvelles occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes.

Le Canada avantagé

Les entreprises canadiennes ont remporté des succès dignes de mention en Afrique. Certaines ont été initiées au continent par le biais du Programme de coopération industrielle (PCI) de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui appuie les compagnies canadiennes qui désirent investir dans les pays en développement et facilite les partenariats entre le secteur privé canadien et une foule de clients dans les pays hôtes.

Le Canada jouit en Afrique d'un avantage particulier, dont il a intérêt à tirer parti pour renforcer ses liens économiques avec ce continent. Il ne porte pas le fardeau d'un passé colonial et entretient des relations solides avec de nombreux pays africains grâce à la Francophonie et au Commonwealth,

étant membre des deux organisations. Le français et l'anglais sont les deux principales langues des affaires en Afrique subsaharienne, tandis que le français est la langue de travail officielle dans plusieurs pays nord-africains. Dans bien des cas, ces liens linguistiques se doublent d'une certaine familiarité culturelle, car beaucoup d'Africains ont étudié au Canada ou ont eu des professeurs canadiens et, par conséquent, connaissent bien la culture et les pratiques commerciales canadiennes.

En 2001, les exportations canadiennes en Afrique subsaharienne ont été de 14 p. 100. plus élevées qu'en 2000. Le Canada a exporté cette année-là pour 690 millions de dollars de marchandises en Afrique subsaharienne et en a importé pour une valeur de 1,02 milliard de dollars, tandis qu'il y vendait pour environ 1 milliard de dollars de services et en achetait pour quelque 300 millions de dollars. L'an dernier, 207 exportateurs canadiens dans 31 pays africains ont reçu l'aide d'Exportation et Développement Canada; ils ont réalisé le quart de leurs affaires en Afrique du Nord et les trois quarts en Afrique subsaharienne.

Le PCI de l'ACDI a fourni en 2001 près de 10 millions de dollars pour aider des entreprises canadiennes à faire des affaires en Afrique subsaharienne, soit près du quart des décaissements du programme.

Le secteur des télécommunications est l'un des plus vigoureux en Afrique, et les sociétés canadiennes fournissent une grande partie de l'équipement de base des entreprises de télécommunications et de téléphonie cellulaire nouvellement privatisées sur le continent. Les entreprises canadiennes sont aussi présentes dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, et de la production d'électricité, de pétrole et de gaz. Les vastes ressources naturelles de l'Afrique présentent par ailleurs de nombreuses occasions d'affaires lucratives. Le Canada est le premier investisseur dans le secteur minier en Afrique subsaharienne, et ses sociétés réalisent 50 p. 100 de toute la prospection au large des côtes.

Histoires de réussite

Des entreprises canadiennes de tous les secteurs et de toutes les tailles sont actuellement présentes en Afrique, que ce soit un petit « gîte du passant » au Ghana (The Four Villages Inn), exploité par un couple canado-ghanéen, une unité de coproduction

de films documentaires en Afrique du Sud, ou encore une société de télécommunications comme la WaveRider Communications Inc., de Toronto, qui aide des entreprises nigériennes à tirer parti d'Internet pour améliorer leur gestion. À Lagos, une banque utilise l'équipement d'accès sans fil de WaveRider pour les communications entre ses succursales réparties dans toute la ville.

Sans oublier les sociétés géantes comme Bombardier, qui exécute des projets en Ouganda et au Sénégal, ou SNC-Lavalin, qui exploite entre autres le chantier de construction d'une fonderie d'aluminium au Mozambique. Le géant minier Placer Dome est partenaire dans une mine d'or en Afrique du Sud. Nortel Networks a formé avec SchoolNet SA, une organisation sud-africaine sans but lucratif soutenue par le Centre de recherches pour le développement international du Canada, un partenariat qui favorise l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans les écoles. En janvier dernier, Nelson Mandela a inauguré

le troisième centre mis sur pied grâce à ce partenariat.

La Canadian Bank Note Company, dont le siège social est à Ottawa, produit le papier-monnaie pour l'Éthiopie, fournit les cartes d'identité nationales et les permis de conduire au Togo, les passeports au Mali et l'équipement de production des passeports au Burkina Faso. La Monnaie royale canadienne a



Projet de Tecsult International de réfection du système d'égout, à Antananarivo, au Madagascar.

obtenu de la Banque Centrale de Tunisie trois contrats pour la frappe de pièces de monnaie.

Parmi les entreprises canadiennes qui jouissent d'une grande visibilité en Afrique, il faut mentionner la firme montréalaise d'ingénieurs conseils Tecsult International, qui participe à des projets dans plusieurs pays, dont l'Algérie, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, Madagascar, le Mali et la Tanzanie, et réalise en Afrique 70 p. 100 de ses activités internationales. Un des projets de Tecsult est la réfection d'un système de traitement des eaux usées à Madagascar. Elle exécute également un contrat de 80 millions de dollars du ministère des Transports du Gabon pour les plans et le cahier des charges d'un projet concernant la réfection et la modernisation des 10 aéroports régionaux du pays et pour l'amélioration des pistes d'atterrissage et des dispositifs de sécurité — contrôle de la circulation aérienne, radar, contrôle des bagages, etc. — de ses deux principaux aéroports.

« Faire des affaires au Gabon, ce n'est pas de tout repos, concède Marc Parent, président de la compagnie, mais les Gabonais connaissent bien la réputation du Canada dans le domaine de la technologie et savent que nous avons en commun la langue française. »

La First Calgary Petroleum effectue des recherches sismiques en trois dimensions dans le sud de



Projet de Tecsult International de réfection des aéroports provinciaux du Gabon, aéroport de Lambasena.

l'Algérie. Les données en trois dimensions vont permettre de déterminer avec précision l'emplacement optimum des puits de pétrole qui doivent être forés plus tard en 2002.

Même les petites entreprises canadiennes peuvent contribuer à développer le commerce et les échanges de capitaux avec l'Afrique. Benjamin Amosah, d'Ottawa, a mis en branle un certain nombre d'affaires pour exploiter le potentiel des industries alimentaires subsahariennes. Par l'intermédiaire de sa société de portefeuille, K-Okuta Group of Companies International, Inc., M. Amosah a investi dans des établissements d'aquaculture au Cameroun, en Guinée, à Madagascar et au Mozambique, qui tous exportent le gros de leur production sur les marchés de l'Union européenne.

Né au Ghana, M. Amosah connaît bien les problèmes de l'Afrique subsaharienne, mais sa philosophie des affaires est de rechercher les entreprises en difficulté. « En fait, je les cherche parce que là où les risques

sont élevés, le rendement sur l'investissement l'est encore plus », dit-il. Mais sa motivation va au-delà de cela. Croyant fermement au développement de l'Afrique, Ben Amosah est persuadé que le fait de créer des emplois pour les gens, de leur donner quelque chose à faire plutôt que d'attendre les aumônes des organismes de développement, suscite beaucoup d'intérêt chez les investisseurs. « Il en résulte une attitude positive à l'égard du travail bien fait, ce qui, conjugué aux salaires plus bas, justifie mes investissements d'un point de vue économique. »

Cependant, malgré l'optimisme de M. Amosah à propos des perspectives d'affaires en Afrique subsaharienne, la région souffre encore d'une kyrielle de problèmes : un lourd fardeau de la dette, une dépendance excessive à l'égard d'un ou de deux produits de base, des conflits politiques, la sécheresse et le VIH/sida.

L'espoir d'une nouvelle Afrique

Selon les *Perspectives des marchés émergents* 2001 d'Exportation et Développement Canada, le Botswana, l'île Maurice, la Namibie et l'Afrique du Sud demeurent les économies les plus fortes de l'Afrique subsaharienne, tandis que le Sénégal, en Afrique occidentale, a réalisé des progrès louables dans ses réformes et a bénéficié d'un allègement de sa dette sous le régime de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), les efforts internationaux de réduction de l'endettement gagnant du terrain.

Le Canada a effectué des percées dans plusieurs pays africains. En novembre 2001, le ministère des

Pour plus d'information sur l'aide que le MAECI peut apporter aux entreprises canadiennes qui désirent faire des affaires en Afrique, allez à www.dfait-maeci.gc.ca et cliquez sur « Commerce international », puis sur « Service des délégués commerciaux du Canada », ou sur « Pays et régions », puis sur « Moyen-Orient et Afrique du Nord » ou sur « Afrique subsaharienne ».

Affaires étrangères et du Commerce international et Industrie Canada ont organisé une mission commerciale au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud, qui comprenait la participation à ITU Telecom Africa à Johannesburg, premier salon des télécommunications en Afrique. Une mission axée sur le secteur de l'eau est prévue pour 2002 dans six pays d'Afrique occidentale. De plus petites délégations commerciales sont aussi allées en Tunisie et au Maroc.

L'esprit d'entreprise de Benjamin Amosah lui fait entrevoir un avenir

L'Afrique est la prochaine Asie.

—Benjamin Amosah

brillant pour le continent. « L'Afrique est la prochaine Asie, dit-il avec assurance. Et nous parlerons bientôt du miracle économique africain de la même manière que nous vantons le miracle asiatique. » S'il a raison, ce sera vraiment une nouvelle Afrique pour les Africains. 🍁



Francine Roy, de la Canadian Bank Note Company, avec un employé du bureau des passeports du Mali, travaillant à la technologie mise au point par la compagnie pour l'émission des passeports.

TRANSFORMER LA VIE DES AFRICAINS

Par définition, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) transformera la nature des relations entre les pays africains et le monde industrialisé. Abordant sous un angle nouveau des enjeux comme la gouvernance, la paix et la sécurité, l'éducation et la santé, et le commerce et l'investissement, il confie à l'Afrique elle-même les leviers de commande qui doivent lui permettre de se démarginaliser.

Par ailleurs, la communauté internationale a un rôle important à jouer. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), par exemple, continue de promouvoir divers programmes innovateurs — qu'il s'agisse d'appuyer un tribunal spécial en Sierra Leone, de former des défenseurs des droits de la personne au Soudan, ou encore d'organiser un programme de résolution de conflits au niveau local au Libéria. Le MAECI, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et les organisations non gouvernementales (ONG) jouent des rôles tout aussi importants.

En fait, des Canadiens de toutes les couches de la société contribuent à la renaissance de l'Afrique.

Lutter contre la polio au Nigéria

Avec l'appui de personnes comme le docteur Ali Outtara, le Canada aide à extirper de l'Afrique un vieux fléau, la poliomyélite (la polio), une maladie qui entraîne la paralysie.

Le docteur Outtara, qui est arrivé au Canada en 1998 en provenance de la Côte-d'Ivoire, a passé trois mois au Nigéria en 2001 pour participer à une vaste campagne d'immunisation pour

le compte de l'Initiative canadienne d'immunisation internationale. Ce programme, qui appuie l'OMS et l'UNICEF dans divers aspects de la campagne mondiale d'éradication de la polio, est géré par l'Association canadienne de santé publique avec l'aide financière de l'ACDI.

Tout en participant à la préparation de la campagne, le docteur Outtara a enseigné à des médecins, à des infirmières et à des vaccinateurs à administrer le vaccin oral. Il a aussi évalué les résultats.

La campagne a présenté différents types de défis. Le vaccin contre la polio, par exemple, doit être conservé au froid, mais les réfrigérateurs sont rares dans les régions rurales et, lorsqu'il y en a, ils sont souvent en panne, ou il n'y a pas d'électricité pour les faire marcher. Malgré ces obstacles techniques, les équipes ont réussi à préserver la « chaîne du froid ».

Tout au long de la campagne, une armée de bénévoles sont allés de porte en porte. Après avoir vacciné les enfants, ils marquaient la maison d'une croix pour consigner leur travail. Ils ont ainsi rejoint environ 90 p. 100 des enfants. Dans un pays qui compte environ 21 millions d'enfants, c'est une œuvre gigantesque.

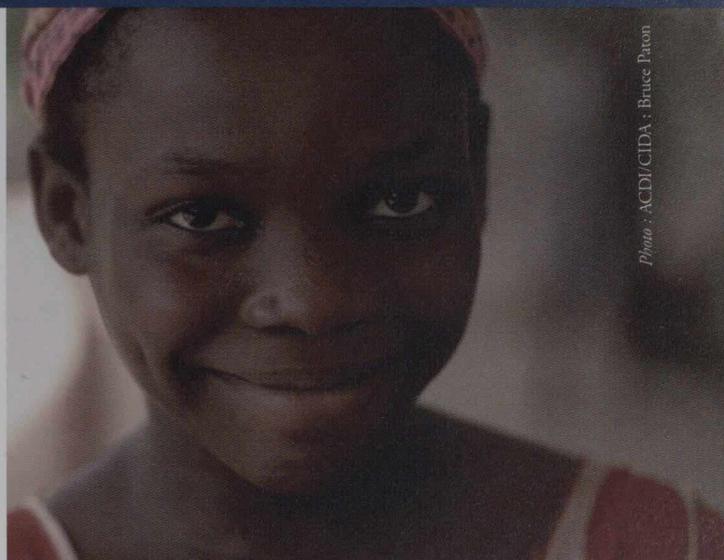


Photo : ACDI/CIDA ; Bruce Paton

Jeune villageoise nigériane.

« Nous visions à atteindre tous les enfants de 0 à 59 mois, explique le docteur Outtara. Nous n'avons pas entièrement réussi, mais nous avons fait beaucoup de progrès. »

Promouvoir les droits des filles et des femmes

Kerline Joseph et Hélène Dion sont à des étapes différentes de leur carrière universitaire, mais toutes deux mettent leur formation à profit dans le même but : protéger les droits des filles et des femmes en Afrique.

M^{me} Joseph, qui prépare un doctorat à l'Université de Montréal, a travaillé comme bénévole pour le SUCCO durant un an. Elle était attachée au Rapporteur spécial sur les droits de la femme en Afrique, dont le poste a été créé récemment par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Organisation de l'unité africaine (l'Union Africaine à compter de juillet 2002) et dont le siège est au Togo. C'est une expérience dont M^{me} Joseph tire maintenant parti pour terminer son doctorat.



Des membres du Centre d'habilitation des femmes Kangemi à Nairobi, au Kenya, dansent et chantent pour réclamer aux autorités municipales un service de collecte des déchets pour leur collectivité.



La propriétaire d'une boulangerie d'Accra, au Ghana, apprend à 9 jeunes filles de 15 à 22 ans à exploiter une boulangerie. Ce projet fait partie du programme pilote de partenariat pour la lutte contre la pauvreté urbaine, qui vise à améliorer les conditions de vie des citoyens pauvres, et particulièrement des femmes, par la formation et le perfectionnement des compétences.



Des femmes participent à une séance d'information sur le sida donnée par le Programme sud-africain de formation sur le sida et l'Association canadienne de santé publique avec l'appui de l'ACDI. Des volontaires locaux apprennent à dispenser des renseignements et des conseils sur le sida et à soigner les malades à domicile.

« Il fallait voyager beaucoup, c'était très fatiguant, mais ça a été une des plus belles expériences de ma vie, dit-elle. Je ne regrette absolument rien. »

Elle a vécu un de ses moments les plus émouvants au cours d'une conférence sur les droits de la personne au Nigéria où, durant trois jours, elle a entendu les témoignages de veuves qui avaient tout perdu à la mort de leur mari.

« La plupart de ces femmes étaient accusées d'avoir tué leur mari, dit-elle. Beaucoup ont été emprisonnées. Les belles-familles s'emparaient de la voiture, de la maison, des enfants. »

Un nouveau protocole pour la protection des droits de la femme en Afrique pourrait être sur la table aux assises de l'Union Africaine de juillet 2002, et M^{me} Joseph espère qu'il sera adopté. « Il remplira un vide juridique, explique-t-elle. Une fois qu'il aura été approuvé, il faudra un processus pour faire mieux connaître aux femmes leurs droits. Je pense que ça se fait déjà. La nouvelle génération de femmes africaines commence à se faire entendre. »

Hélène Dion, qui a récemment pris sa retraite comme professeure de travail social, a passé un mois au Sénégal pour le compte du Service d'assistance canadien aux organismes (SACO). Elle a aidé une ONG locale appelée DEVSOL à rédiger un profil d'organisation, qui aidera DEVSOL à attirer des fonds sur la scène internationale.

Il y a un an environ, DEVSOL a entrepris de lutter contre l'exploitation des jeunes filles de 10 à 15 ans qui abandonnent leurs études dans leur village pour travailler comme domestiques dans les villes. Elles sont mal payées et, dans certains cas, travaillent jusqu'à 18 heures par jour. De plus, il arrive souvent que leurs employeurs les exploitent sexuellement.

« C'est un terrible dilemme pour les familles pauvres, affirme M^{me} Dion. D'un côté, elles ont besoin d'argent et, de l'autre, elles connaissent les risques, particulièrement les mères qui souvent ont vécu la même expérience. »

DEVSOL organise dans quatre villages des projets d'activités génératrices de revenus visant à rompre le cycle de l'exploitation. Si les familles augmentent leurs revenus, les filles pourront continuer d'aller à l'école.

En juillet 2002, Hélène Dion retournera au Sénégal pour la prochaine étape de son travail pour DEVSOL. Cette fois-ci, elle fera de la formation en organisation communautaire. « Cela menace de devenir une deuxième carrière! », lance-t-elle.

Abolir les diamants de la guerre

En 1997, un groupe de Canadiens et de Sierra-Léoniens vivant au Canada ont décidé d'agir pour combattre le commerce illicite des diamants bruts qui finançait une guerre terrible en Sierra Leone.

En moins d'un an, ils ont trouvé un organisme d'accueil, Partenariat Afrique Canada (PAC), qui est une coalition d'ONG canadiennes et africaines. En 2000, avec l'aide financière du MAECI, de l'ACDI et de nombreuses ONG, PAC a produit un rapport innovateur intitulé *The Heart of the Matter: Sierra Leone, Diamonds and Human Security* sur les diamants

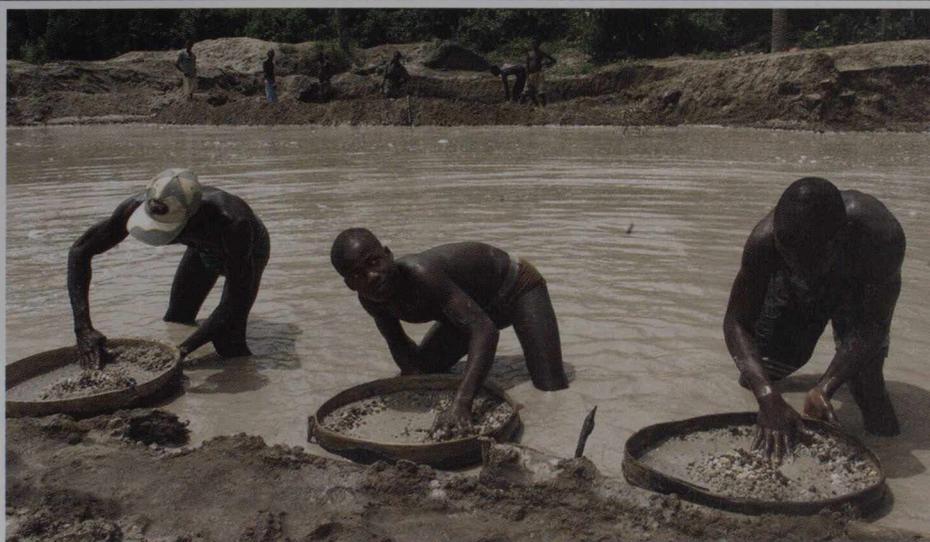


Photo : Associated Press AP

Des mineurs de diamants dans le centre de la Sierra Leone. Le commerce des diamants a alimenté une terrible guerre civile d'une dizaine d'années en Sierra Leone, dans laquelle ont péri ou ont été blessés des dizaines de milliers de civils innocents. Les diamants ont également été la cause de conflits civils en Angola, dans la République démocratique du Congo et au Libéria. Les élections libres qui ont eu lieu en Sierra Leone en mai 2002 sont, espérons-le, le premier pas vers la démocratie.

de la guerre en Sierra Leone. Écrit en collaboration par deux Canadiens et un journaliste sierra-léonien vivant au Canada, ce document a fait la manchette dans le monde entier.

« Le rapport a eu des répercussions extraordinaires », commente Ian Smillie, un des auteurs.

Le rapport de PAC a imprimé un nouvel élan à l'action que le Canada menait aux Nations Unies à propos des conflits en Angola et en Sierra Leone. À titre de président du Comité des sanctions contre l'Angola, Robert Fowler, alors ambassadeur du Canada auprès de l'ONU, a formé un groupe d'experts chargé d'étudier la question des diamants de la guerre en Angola. D'autres groupes d'experts subséquents ont examiné la question en Sierra Leone, en République démocratique du Congo et au Libéria.

« Lorsqu'il siégeait au Conseil de sécurité en 1999 et 2000, le Canada a aidé à faire aborder au niveau officiel la question des diamants de la guerre », explique M. Smillie, qui a fait partie du groupe d'experts sur la

Sierra Leone. « Les ONG ont sensibilisé les médias, mais sans le Canada, cet enjeu n'aurait jamais pris l'importance qu'il a maintenant à l'ONU. »

En mai 2000, l'Afrique du Sud a lancé ce qui allait prendre le nom de « processus de Kimberley », un projet de régime international pour la certification des diamants bruts. À la fin de l'année, le Canada a coparrainé, à l'Assemblée générale de l'ONU, une résolution appuyant ce processus.

Le processus de Kimberley, auquel ont participé des gouvernements, des ONG et l'industrie des diamants, a culminé dans un accord conclu au cours d'une rencontre qui s'est déroulée à Ottawa en mars 2002.

« L'accord est remarquable en soi, fait observer M. Smillie, mais nous n'avons pas pu faire accepter la surveillance indépendante de tous les régimes nationaux. Sans surveillance indépendante, le régime risque d'être inopérant. » Des ONG étudient maintenant un projet de régime volontaire qui encouragerait les pays à ouvrir leurs portes à des inspecteurs internationaux.



Photo : Robert Fowler

soldat angolais tenant dans ses mains un AK-47.



Le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies et des organismes internationaux de secours ont fourni des camions pour ramener des réfugiés au Rwanda en 1996 à la suite du génocide de 1994.

Entre-temps, avec l'appui du MAECI et d'autres organismes et fondations, PAC continue son travail de recherche et de promotion avec des partenaires de Belgique, de Sierra Leone et du Royaume-Uni, et ses efforts ne passent pas inaperçus. En mars 2002, PAC et son partenaire britannique, Global Witness, ont été mis en candidature pour le prix Nobel de la paix pour leur travail dans le cadre du processus de Kimberley.

Cicatriser les blessures du génocide

Au milieu des années 1990, Richard Batsinduka vivait en exil depuis plus de 20 ans, loin de son Rwanda natal. Il avait fait ses études secondaires et universitaires au Burundi, puis travaillé au Swaziland et, en 1992, à Ottawa comme professeur de français. Lors du génocide de 1994, dans lequel ont péri entre 800 000 et 1 million de Rwandais, M. Batsinduka a perdu ses parents, deux frères, une sœur et quelque 500 membres de sa famille étendue.

« Je ne pouvais plus enseigner, parce que ce qui se passait m'affectait profondément », dit-il.

En 1996, il s'est inscrit à l'Institut canadien pour la résolution des conflits, un organisme sans but lucratif dont le siège est à Ottawa et qui offre des programmes de résolution de conflits au niveau local. Durant son stage d'un an en résidence, M. Batsinduka a pu voir comment les principes de la résolution de conflits profondément enracinés pourraient être appliqués avec profit dans son pays natal. Avec l'aide de l'Institut, il a rédigé un projet pilote que l'ACDI a accepté de financer.

En 1997, M. Batsinduka est retourné au Rwanda pour la première fois depuis 24 ans. « Ça a été vraiment difficile de commencer, mais l'ambassade du Canada m'a beaucoup appuyé. Le tout était de réunir victimes et agresseurs dans un local sûr pour donner la formation. »

Le cours s'est si bien déroulé que l'ACDI a financé un projet de suivi d'une durée de 18 mois : des stages de « formation des formateurs » à

Ottawa à l'intention de 8 des 350 Rwandais qui avaient suivi le cours.

De retour au Rwanda, une des huit stagiaires a formé à son tour un groupe de femmes devenues veuves par suite du génocide. Celles-ci ont été vivement touchées par la formation qu'elles ont reçue. À la fin de la session de cinq jours, elles ont décidé d'apporter des aliments à des personnes soupçonnées de crime de génocide, en signe de paix.

« Il y a eu beaucoup de petits mouvements comme celui-là, et c'étaient de bons mouvements », croit M. Batsinduka. Il a lui-même franchi cette étape en 1999 lorsqu'il a décidé de rencontrer le présumé assassin de son frère et de sa belle-sœur dans une prison rwandaise.

« J'ai parlé une demi-heure avec lui, raconte-t-il. Il s'est passé quelque chose en moi. Je lui ai pardonné. »

Des enfants qui font toute la différence

Après des débuts modestes en 1990, un projet d'éducation mondial dirigé par l'Organisation canadienne

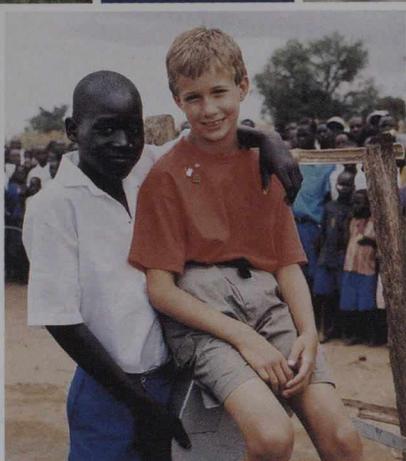
Pour en connaître davantage sur les politiques et les initiatives mises en œuvre par le Canada pour aider les pays en développement à se démarginaliser, allez à www.dfait-maeci.gc.ca et cliquez sur « Politique étrangère », puis sur « Enjeux internationaux, paix et sécurité » ou sur « Développement international ». On peut aussi visiter le site Web de l'ACDI à : www.acdi-cida.gc.ca



Séance de clôture de la première session de formation donnée à des participants rwandais en juillet 1997 par l'Institut canadien pour la résolution des conflits à Ottawa. Les participants tiennent un « capteur de rêves » autochtone.



Ryan observe le forage du premier « puits Ryan » en Ouganda. Il a aidé à recueillir des fonds pour financer des puits en Éthiopie, au Malawi et au Zimbabwe. Il travaille actuellement avec le médaillé d'or olympique en lutte, le Canadien Daniel Igali, au forage d'un puits et à la construction d'une école au Nigéria, pays natal de Daniel.



Jimmy Akana et Ryan Hreljac au premier « puits Ryan » en Ouganda, en juillet 2000.



Photo : ACIDI/CIDA : Pierre Sr. Jacques

pour l'éducation au service du développement (CODE) a grossi au point de compter quelque 400 classes d'écoles primaires participantes dans tout le Canada.

Chaque année, à la Saint-Valentin, dans le cadre du Projet Amour, de jeunes élèves préparent des milliers de paquets de fournitures scolaires qui sont envoyés à des écoliers en Afrique et dans les Antilles.

« Il y a de nombreuses façons d'intégrer le Projet Amour dans le programme scolaire », explique Judith George-Landles, enseignante à l'école Churchill Alternative d'Ottawa, qui participe au projet depuis près de dix ans. Ses élèves apprennent la nature de la communauté, l'alimentation, la musique, et la façon dont le climat influe sur le choix de notre habitation. Une fois, elle leur a même donné un cours sur les mines antipersonnel, qu'elle a intégré à un jeu d'extérieur.

Ce sont habituellement les parents et les enseignants qui sensibilisent les enfants aux enjeux mondiaux, mais les rôles sont parfois inversés.

En 1998, Ryan Hreljac, âgé de six ans, a appris dans un école de Kemptville, en Ontario, que les Africains n'avaient pas facilement accès à une eau propre. Il a demandé 75 \$ à ses parents, croyant que c'était

le prix du forage d'un puits. Pour lui faire plaisir, ses parents lui ont confié de menus travaux qui lui ont permis de gagner cette somme.

Lorsqu'il a apporté ses 75 \$ à Eau Vive, une ONG qui creuse des puits dans les pays en développement, Ryan a découvert qu'il fallait en réalité 2 000 \$. Sans se laisser abattre, il a continué d'amasser de l'argent. Deux ans plus tard, le puits était creusé. Il est allé le voir en Ouganda, et cette odyssée a fait l'objet d'un film documentaire intitulé *Ryan's Well*, télédiffusé pour la première fois sur Vision TV en novembre 2001.

Entre-temps, la nouvelle de son geste s'est répandue rapidement. Des chèques ont commencé à arriver. Il a fait la couverture du *Reader's Digest*, est passé à l'émission d'Oprah Winfrey et a fait d'innombrables exposés dans des écoles et devant des groupes communautaires. Il a rencontré M^{me} Jane Goodall, le premier ministre Chrétien et le prince de Galles et, à l'automne 2002, la gouverneure générale Adrienne Clarkson lui remettra la

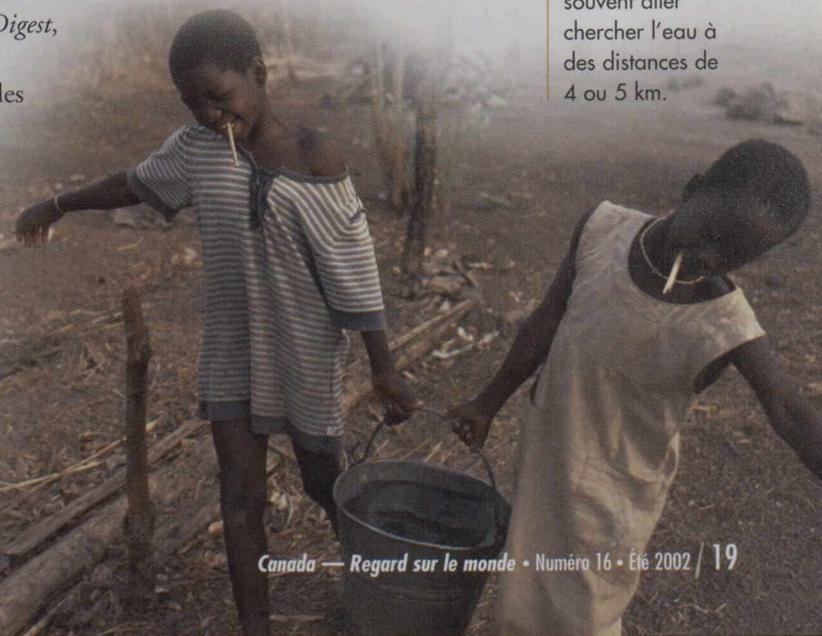
décoration pour service méritoire (division civile).

Aujourd'hui, la Ryan's Well Foundation accepte des dons provenant du monde entier, qu'elle transmet à Eau Vive et à Canadian Physicians for Aid and Relief (CPAR). En mai 2002, la Fondation, grâce aux contributions de contrepartie de l'ACDI, avait réuni environ 500 000 \$ pour financer d'autres puits en Afrique. Elle a également obtenu du financement du MAECI.

La famille fait tout son possible pour laisser Ryan vivre la vie d'un enfant de 10 ans. Quant à celui-ci, il estime consacrer le quart de son temps à son travail pour la Fondation. « Le reste du temps, je suis un enfant qui va à l'école », dit-il. Le message que transmet Ryan, ce n'est pas seulement qu'on a besoin d'eau propre. C'est aussi que chacun et chacune — quel que soit son âge — peut changer quelque chose dans le monde. 🍀

Des enfants puisent de l'eau pour leur famille au puits du village. En Afrique, les femmes et les enfants doivent souvent aller chercher l'eau à des distances de 4 ou 5 km.

Photo : ACIDI/CIDA : Stéphanie Colvey



VISIONS ET RÉSONANCES AFRICAINES AU CANADA

L'une des premières choses qu'on remarque en entrant dans le studio de la compagnie de danse Nyata Nyata sur la rue Saint-Laurent à Montréal est une photo de Nelson Mandela entouré de dignitaires et serrant dans ses bras une petite femme radieuse. Cette femme est Zab Maboungou, fondatrice et directrice artistique de Nyata Nyata, et la photo, un précieux souvenir de la présentation de la pièce *Hommage*, que l'artiste a chorégraphiée pour aider le Canada à honorer Nelson Mandela lors de sa visite historique en 1990.

Zab Maboungou est la première chorégraphe africaine à recevoir du financement du Conseil des arts du Canada et du Conseil des arts et des lettres du Québec. Tout en continuant à étudier les danses et la musique traditionnelles de l'Afrique, M^{me} Maboungou a mis au point une approche unique et contemporaine. En se fondant sur une philosophie qui cherche à explorer la source du mouvement, elle en identifie les structures génériques pour alimenter son élan créateur. Son art et ses idées lui ont acquis la renommée dans tout le Canada, les États-Unis et l'Afrique.

Zab Maboungou est l'une des nombreux artistes talentueux d'Afrique qui sont venus au Canada à la recherche d'une nouvelle vie et qui ont contribué de manière exceptionnelle à la culture canadienne. À Vancouver, la Masabo Culture Company en est un autre exemple. Dirigée par Fana Soro, maître balafoniste originaire de la Côte-d'Ivoire, la Masabo Culture Company est un ensemble multidisciplinaire regroupant des artistes de

premier plan venus du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée et du Nigéria. Il en résulte un festin de chants, de contes, de danses, d'acrobaties et de musiques traditionnels qui projettent sur les scènes canadiennes l'histoire plusieurs fois millénaire de l'Afrique.

africain et créole, est toutefois de plus en plus représentatif des films de l'ensemble de l'Afrique et de la diaspora africaine — le seul de son genre en Amérique du Nord.

Mais Vues d'Afrique est davantage qu'un festival du film. Ses programmes couvrent tous les aspects

de la culture africaine. Dans le cadre du prochain Sommet du G8, par exemple, l'équipe de Vues d'Afrique a tiré le maximum de la présence au Canada des écrivains, cinéastes et journalistes africains venus de tous les horizons. Par la tenue de réunions et d'activités de réseautage informelles, les organisateurs ont galvanisé l'intelligentsia africaine et ont coordonné la

préparation de propositions concrètes et proactives à remettre aux dirigeants du G8.

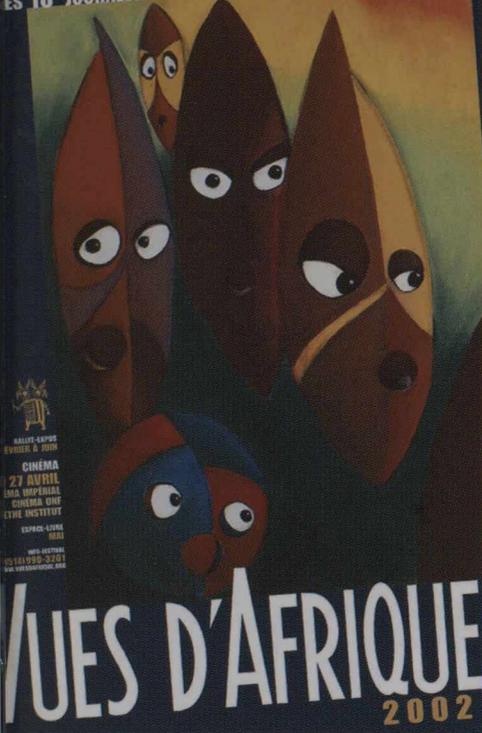
Il est certain que le festival du film lui-même présente des perspectives stimulantes et provocatrices sur l'Afrique, sous les angles tant culturel que politique. Plus de 80 films ont été présentés cette année, parmi lesquels les œuvres de certains des plus brillants cinéastes canadiens, dont



La Masabo Culture Company, Vancouver (Colombie-Britannique).

Tout comme la troupe Nyata Nyata et la Masabo Culture Company traduisent le dynamisme des artistes de spectacle afro-canadiens, le festival Vues d'Afrique témoigne de la florissante industrie cinématographique africaine. Tenu tous les ans en avril à Montréal (il s'agissait du 18^e anniversaire en 2002), Vues d'Afrique, qui est officiellement le festival du cinéma

ES 18^e JOURNÉES AFRICAINES ET CRÉOLES



Le Bûcheron de Zietrou, de Vincent Glès, et *Alpha Yaya Diallo — le meilleur des deux mondes*, de Koa Padolsky.

En ce qui concerne la variété et le talent, la musique africaine au Canada n'est pas en reste non plus. Il suffit de penser par exemple à Lilison Di Kinara, le chanteur, instrumentiste et peintre bissau-guinéen maintenant installé à Montréal. Son premier CD, *Bambatulu*, lancé en 1999, est un mélange de rythmes délicats et d'accords discrets à la guitare accompagnant une voix douce, apaisante et parfois plaintive. Son originalité tient non pas à une quête exhaustive, et trop souvent épuisante, de la nouveauté, mais plutôt au simple courage d'être soi-même.

Sur une note différente, Seydou Zon est un griot du peuple Marka au Burkina Faso. « Griot » est le terme utilisé en Afrique de l'Ouest pour

désigner les dépositaires de l'histoire et de la culture populaires. M. Zon s'exprime par le chant, la danse et la musique, et il transmet ses connaissances, aussi bien à ses propres enfants qu'au grand public, par l'entremise de son groupe, Allakomi, composé de lui-même et de ses sept enfants.

Dans un registre également différent, le groupe Takadja, qui a remporté en 1996 le Juno du meilleur enregistrement mondial, offre une musique qui marie les cultures africaine et canadienne-française. Trois membres, dont le fondateur et principal joueur de kora, sont des Canadiens français. Ce ne sont toutefois pas des amateurs, comme le dit le critique musical ougando-canadien Opiyo Oloya dans la revue *AfroDisc* de mai 1996. En effet, même s'il n'y a rien d'africain dans leurs antécédents, M. Oloya reconnaît en eux « des étudiants sérieux de la musique africaine qui ont transcendé la simple maîtrise des techniques pour incarner le véritable esprit griot tel qu'il existe aujourd'hui en Afrique occidentale ».

Takadja, Montréal (Québec).



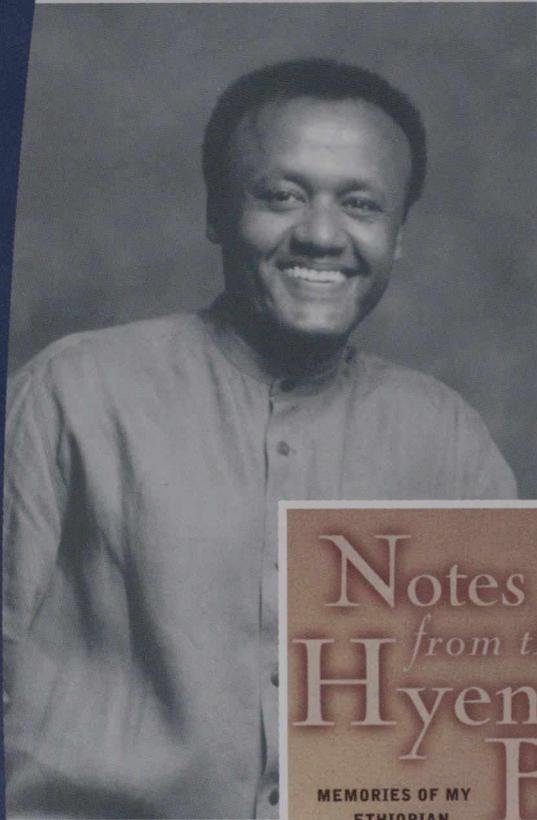
Zab Maboungou, fondatrice et directrice artistique de Nyata Nyata, troupe de danse montréalaise.

Photo : Nyata Nyata

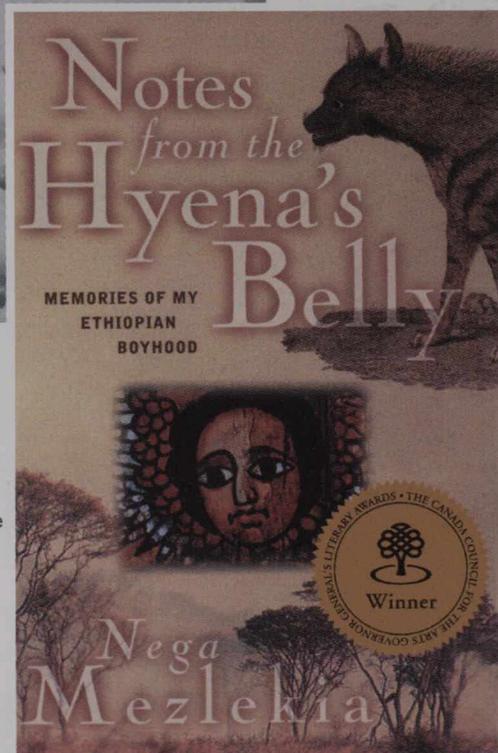
Cette diversité de talents qu'on trouve chez les musiciens se transpose aussi chez les écrivains. Dans tous les genres, et dans les deux langues officielles, les écrivains afro-canadiens font leur marque tout en éduquant, en divertissant, en inspirant et en enrichissant les Canadiens avec leurs perspectives nouvelles.



Photo : Takadja



L'écrivain canadien d'origine éthiopienne Nega Mezlekia, prix littéraire de la Gouverneure générale 2000 dans la catégorie études et essais.



Nega Mezlekia a reçu en 2000 le Prix littéraire du Gouverneur général pour les études et essais. Son mémoire, *Dans le ventre d'une hyène* — élégant mélange politique et culturel — est un compte rendu aigre-doux de sa jeunesse en Éthiopie, où l'innocence de l'enfance est confrontée aux troubles et à l'horreur.

M. Mezlekia est venu au Canada en tant que réfugié en 1985 et a décroché deux diplômes universitaires avant de se tourner vers la littérature.

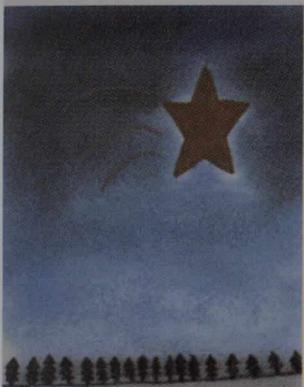
En 1995, le Conseil des arts du Canada lui a décerné la bourse Explorations — un bon investissement au vu du résultat, car *Dans le ventre d'une hyène* est un livre d'une envoûtante beauté qui a chaviré les cœurs et les esprits partout dans le monde.

Originaire du Burkina Faso, Angèle

Bassolé Ouédraogo est une poète, journaliste et universitaire de langue française à l'avenir prometteur. Son premier recueil de poésie, *Burkina Blues*, a été publié en 2000 et préfacé par l'écrivain et journaliste bien

connu Abdourahman Waberi. Son prochain livre, qui doit être publié cette année, a pour titre *Du silence à la parole : Poètes africaines francophones*; il s'agit d'une étude sur les femmes poètes franco-africaines.

Tololwa M. Mollel est un conteur et dramaturge né en Tanzanie qui a publié plus de 15 livres pour enfants. Mariant une synthèse unique et engageante des histoires de son pays à une connaissance intime de l'art dramatique africain, M. Mollel invente des histoires que les enfants (et les plus âgés) de toute culture peuvent apprécier. Ses livres lui ont valu de nombreux prix et honneurs, notamment le Prix du Gouverneur général pour *The Orphan Boy* (1991), le Prix de la Writers Guild of Alberta dans le domaine de la littérature de jeunesse pour *Big Boy* (1995) et celui de la American Booksellers Association Pick of the Lists pour *The Flying Tortoise* (1995). Plus récemment, M. Mollel a reçu le Prix Africana 2000 pour les livres destinés aux enfants de la African Studies Association pour *My Rows and Piles of Coins* (2000). Ses livres sont publiés en Australie, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni, aux États-Unis et, bien sûr, au Canada. 🍁



Le courage d'être

Une des activités communautaires les plus intéressantes qui auront lieu en marge du Sommet du G8 sera un récital du chœur d'enfants DAREARTS à Calgary.

Depuis sa fondation en 1996, la fondation DAREARTS gère un programme étudiant d'action communautaire qui offre à des enfants de toutes les cultures la possibilité de s'exprimer par la musique, le théâtre, la danse, les arts visuels et la littérature. Les artistes professionnels de toutes les disciplines qui servent de mentors à ces jeunes dans le cadre du programme leur apprennent la valeur de la maîtrise de soi et du leadership.

Filiale nord-américaine de Centipede Children for Peace, DAREARTS a envoyé des enfants se joindre au chœur international d'enfants Centipede pour le concert du centenaire des prix Nobel à Oslo en 2001. Dirigé par la fondatrice de DAREARTS, Marilyn Field, ce chœur a chanté à cette occasion avec des vedettes du monde entier, dont sir Paul McCartney, qu'il a accompagné pour la finale, *Let It Be*.

Le chœur DAREARTS répète maintenant le récital qu'il donnera à Calgary le 25 juin, ainsi qu'un spectacle pour le sommet de l'OTAN qui aura lieu à Prague en octobre prochain. Tous les fonds recueillis seront versés au fonds Centipede pour les enfants et serviront à construire des écoles en Afrique et en Afghanistan.

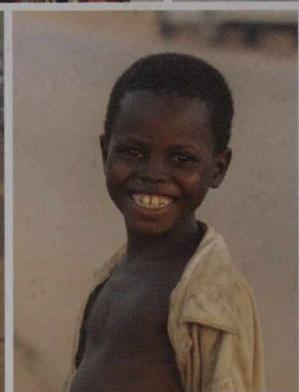
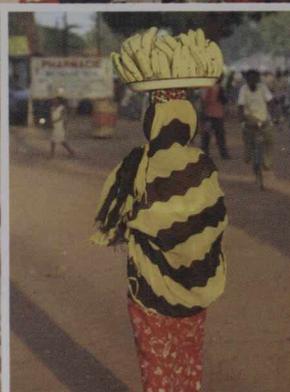
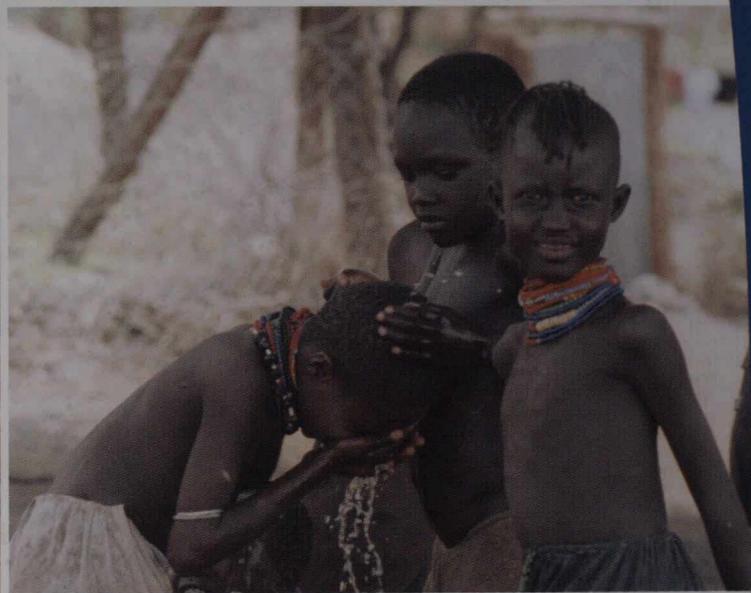
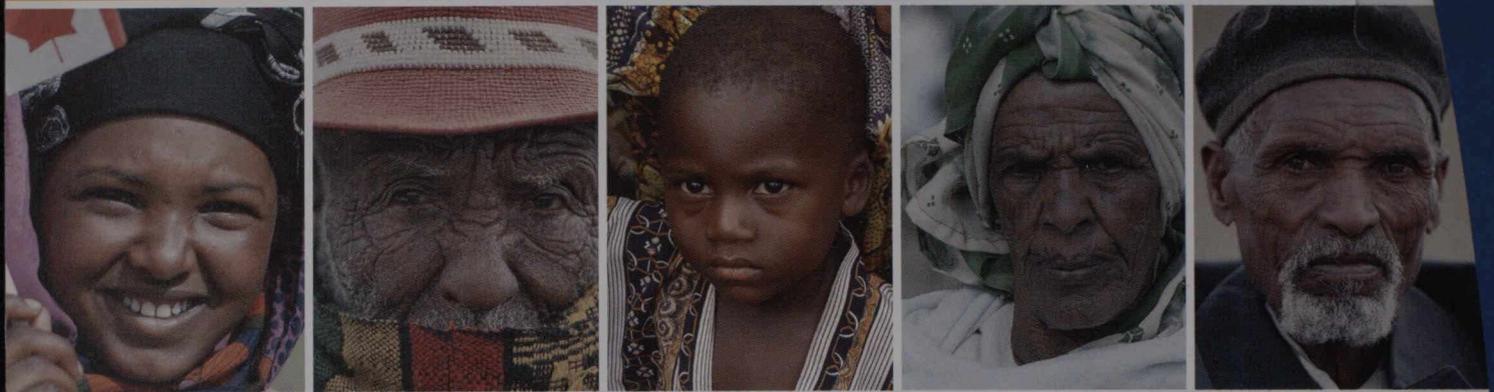
DAREARTS a reçu, pour le concert de Calgary, l'aide financière du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, qui l'encourage cette année à destiner à l'Afrique ses activités de financement. 🍁



Le groupe africain de joueurs de tambour et de danseurs Sankofa au deuxième concert de Children for Peace au Centre des arts de Toronto en novembre 2001.

Des membres de DAREarts se sont joints au chœur international d'enfants Centipede à l'occasion du concert du centenaire des prix Nobel à Oslo en décembre 2001.

Les six premières photos : Serge Fournier



Les six dernières photos : Robert Fowler